

Géopolitique des drogues

Des lieux de production aux routes de la drogue

La drogue est un objet éminemment géopolitique : elle soulève en effet des luttes de pouvoir pour contrôler des territoires et des richesses. Ces richesses, ce sont des cultures illicites particulièrement lucratives qui jouxtent des laboratoires de transformation. Pour contrôler ces lieux de production, les hommes qui cultivent les drogues sont littéralement mobilisés par des trafiquants ou, le plus souvent, par des groupes insurrectionnels (cf. Amérique latine). Cette mobilisation des hommes est l'une des originalités de la drogue (on n'a jamais vu des mineurs mobilisés par des compagnies minières !). Sur les 30 conflits locaux qui se déroulent actuellement à l'échelle du globe, 25 ont une composante drogue, y compris dans le cas de l'Angola (où le conflit ressemble plus à une guerre à gros moyens qu'à un conflit local).

Quant aux routes de la drogue, elles sont -tout comme les lieux de production- le siège d'enjeux géopolitiques importants. A chaque étape de la transformation du produit, il y a une plus-value importante : le kilo de feuilles de coca coûte 1,5\$ sur le champ du cultivateur, alors que le kg de chlorhydrate coûte 1500\$... A chaque obstacle sur la route, on note une multiplication du profit, beaucoup plus importante que dans le cas du diamant, car la drogue ne voyage pas en petites quantités mais par tonnes. Ces obstacles sur la route qui renchérissent le produit sont des frontières, des cols, des détroits, des barrières de radar (comme celle installée par les Américains au Nord du Pérou), des piratages aériens... Ainsi, le kg de cocaïne coûte 3 à 4000\$ en-deça de la frontière Mexique - Etats-Unis, mais il est vendu 15000\$ à Miami. Les enjeux géopolitiques sont donc nombreux tout au long des routes de la drogue, sans compter la présence des narco-Etats comme la Birmanie, puisque les militaires au pouvoir dans cette dictature se chargent de réguler le trafic et... d'en profiter.

Au total, il y a une escalade des profits entre le producteur et le consommateur : entre le kilogramme de cocaïne payé au producteur et le gramme payé par le consommateur, l'augmentation peut atteindre de 2500%.

Il existe quatre principaux produits :

- Les dérivés de la feuille de coca.
- Les opiacées (tout ce qui provient du pavot, de l'héroïne à la morphine)
- Les dérivés du cannabis (marijuana et haschisch)

Les drogues de synthèse qui posent moins de problèmes géopolitiques dans la mesure où le recours aux produits naturels pour les élaborer est moins important, et où les routes sont courtes entre lieux de production (Pays-Bas, Belgique...) et lieux de consommation. L'escalade de profit est évaluée à une multiplication par 700.

La feuille de coca

Le cocaïer est une plante pérenne qui vit une trentaine d'années, et dont les feuilles sont transformées en base de cocaïne, puis en chlorhydrate. Jusqu'en 1995, il y avait deux

principaux pays producteurs de feuilles de coca :

- la Bolivie qui cultivait 50 000 ha illégaux (14 000ha étaient cultivés légalement puisqu'on reconnaissait aux Indiens le droit de mâcher les feuilles de coca)
- le Pérou où 120 000ha étaient cultivés.
- On peut ajouter la Colombie (25 à 30 000ha), mais il s'agit surtout d'un grand pays transformateur qui sert de relais vers les Etats-Unis.

En 1995, la chaîne de radars aériens chargée de signaler les avions douteux est installée au nord du Pérou. Dès lors, les Colombiens vont beaucoup moins se fournir dans les deux autres pays dont les cultures se rétractent considérablement : depuis 1995, il n'y a plus que 20 000ha illégaux cultivés en Bolivie et 60 000ha au Pérou, soit une diminution de moitié. En revanche la culture de cocaïne explose en Colombie : on passe de 25 à 30 000 ha à 150 000 ha. Il faut dire que la Colombie est plongée dans une atroce guerre civile dont on parle peu, avec 2 millions de personnes déplacées, des groupes armés qui contrôlent des territoires mal tenus par le pouvoir central.

Les Colombiens ont développé leurs routes afin de fournir les milieux aisés des pays développés ! En effet, la cocaïne colombienne est livrée aux 3 à 400 000 consommateurs français qui sont médecins, ingénieurs, dans les milieux financiers, etc ! donc pas dans les quartiers difficiles ou dangereux. En 1999, 50 tonnes de cocaïne pure (!) ont ainsi été saisies en Europe. Des territoires comme la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin ou Saint-Barthélemy sont des paradis du blanchiment de l'argent de la drogue...

La porte d'entrée du continent européen est l'Espagne du fait du trafic maritime de ses ports et de sa proximité culturelle avec les latinos. 17 tonnes de cocaïne ont ainsi été saisies dans le pays en 1999. Le port de Rotterdam est une autre grande porte d'entrée sur le continent européen, le transit étant favorisé par l'activité portuaire et le climat de tolérance.

Officiellement, la France ne serait qu'un pays de transit. C'est du moins ce qu'affirme la police française. En fait, tous les pays européens comptent environ 300 000 consommateurs de cocaïne, et si la cocaïne passe de France aux Pays-Bas, elle ne tarde pas à revenir (reconditionnée) dans l'hexagone. Toutefois la cocaïne ne pose pas de problèmes sanitaires ni de délinquance, puisque la dépendance est psychologique mais non physiologique (il n'y a pas d'état de manque) et qu'elle est consommée dans des milieux aisés ne recourant pas à la violence ou au vol.

La cocaïne, pas seulement en Amérique latine

Si la cocaïne est souvent associée à l'Amérique latine, le premier grand boom de cette drogue eut lieu, historiquement, en Europe, dans les années 1900-1930. Il eut lieu, cette fois encore, parmi les milieux aisés (cf. le salon Verdurin dans La Recherche du Temps perdu de Proust). Les territoires fournisseurs étaient l'île de Java des Hollandais, et Taïwan qui était sous domination japonaise. Aujourd'hui, on a de fortes présomptions pour qu'il y ait des plantations de cocaïers au Congo-Kingshasa... Si l'Amérique latine occupe une place de choix, il ne s'agit donc pas d'une place unique.

L'héroïne et le pavot

Le pavot peut être cultivé depuis les régions chaudes d'altitude jusqu'aux plaines d'Europe centrale. On en cultive 5 à 10 000 ha en France pour la morphine qui sert à l'industrie pharmaceutique.

Le triangle d'or, premier lieu de production

Il s'agit de 3 pays : la Birmanie (1500 à 2000 tonnes produites), le Laos (120 à 150 tonnes) et la Thaïlande (20 tonnes seulement). Les productions sont essentiellement destinées au marché nord-américain. La route du pavot est maritime et rejoint la côte ouest des Etats-Unis et du Canada. Cette côte est du reste peuplée de chinois, ce qui facilite les liens avec les maîtres du trafic qui sont aussi chinois).

Au Mexique la production de pavot et d'opium se limite à 10 tonnes, mais elle est entièrement transformée en héroïne pour le marché américain. L'héroïne a été découverte à la fin du XIX^e siècle. L'opium se fumait et constituait une richesse pour nos colonies. Les Européens ont même guerroyé pour imposer l'opium à leurs colonies (cf les guerres de l'opium entre Chine et Angleterre, les conflits entre la France et le Vietnam : Paul Doumer, gouverneur en Indochine, avait d'ailleurs découvert un opium se fumant beaucoup plus vite, si bien que 30% de la budget de la colonie était assuré par cette lucrative production). La colonisation a été en partie financée par la drogue...

Le Croissant d'Or, deuxième zone productrice

Il s'agit de l'Iran, du Pakistan et de l'Afghanistan. La Turquie fut un grand producteur jusque dans les années 1970. Avec l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en 1979, l'opium disparaît. Dans le même temps, l'Afghanistan entre dans 10 ans de guerre idéologique suivie de 10 ans de guerre civile. Alors que c'était un pays producteur et peu consommateur, la production se développe à la faveur des conflits : des 200 tonnes produites auparavant, on atteint 4600 tonnes d'opium en 1999, soit 460 tonnes d'héroïne pure. L'opium était transformé en héroïne au Pakistan, mais depuis 1994 le pays manque du produit chimique permettant la transformation. Aussi, c'est aujourd'hui la Turquie qui fabrique l'héroïne, sous la protection bienveillante de l'armée, de l'Etat et même du PKK. Quant à l'Iran, il n'arrive pas à empêcher le passage des caravanes puissamment armées qui traversent le pays avec l'opium. La " route des Balkans " est cette route qui rejoint le Croissant d'Or à la Turquie, et de là à l'Allemagne, la Pologne, etc...

De nouvelles routes passent par le Nord, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Caucase. 60% de l'héroïne passerait par cette route du Nord : ce chiffre paraît exagéré aux yeux d'Alain Labrousse, qui l'évalue plutôt à 30%.

D'autre part, l'usage de l'héroïne injecté est en très nette diminution dans les pays européens, où l'on compte de moins en moins de morts d'overdose. S'il y a recul de la consommation d'héroïne, on note toutefois que cette dernière pénètre, sniffée, dans les milieux aisés où il existe un usage récréatif des drogues. Ce trafic est moins visible (ils se font livrer la drogue chez eux), et un juge du Nord-Pas-de-Calais disait même à Alain Labrousse, que parmi ceux qui se font arrêter à la frontière avec la Belgique, on compte beaucoup d'enseignants et d'enseignantes !

Les dérivés du cannabis (haschisch et marijuana)

On estime actuellement à 50 millions le nombre de consommateurs de dérivés de cannabis à travers le monde. Il y aurait 2 à 3 millions de consommateurs réguliers (hebdomadaires) en France, et 6 millions de consommateurs occasionnels (au moins une fois par an).

Apparu vers le XIII^e ou XIV^e siècle au Maroc, le cannabis a été développé par les puissances coloniales. Toutefois, les plantations sont les plus nombreuses dans une région marginale : le Rift marocain. La route est directe du Nord du Maroc à l'Espagne. La culture légale du cannabis a été concédée par Mohammed V aux berbères du Nord, suite à leur refus de se rallier aux berbères du Sud qui était en rébellion contre le roi. Au milieu des années 1980, la culture du cannabis dans le Rift marocain s'élevait à 30 000 ha. Aujourd'hui elle serait de 65 000 ha de source marocaine, mais vraisemblablement plutôt de 90 000 ha. Cette augmentation sensible de la production s'explique par la croissance démographique de cette région pauvre et par la protection des autorités marocaines qui en profitent pour prélever des taxes ! En 1999, on a saisi 400 tonnes de haschisch marocain en Espagne et 50 tonnes en France, ce qui témoigne du volume impressionnant de la production marocaine. Du reste, le premier producteur mondial de cannabis est le Maroc, suivi par l'Afghanistan et le Pakistan. Le Nepal vient quant à lui de se faire une place sur le marché du haschisch....

Pour ce qui est de la marijuana, on compte 20 millions de consommateurs aux Etats-Unis qui en produisent 2500 tonnes dans leurs propres laboratoires. Citons aussi comme autre pays producteurs, le Mexique, la Colombie et la Jamaïque. La production est en fort développement en Afrique subsaharienne, au Senegal, en Côte d'Ivoire aussi où le cannabis sert de soutien à la chute de la production de cacao dans les régions cacaoières. Il faut dire que le cannabis permet une plus-value énorme par rapport aux cultures vivrières traditionnelles pour le paysan local... Sa culture rapporte 3 à 6 fois plus qu'une culture traditionnelle en Asie, 50 à 100 fois plus en Afrique ! Le kg de cacao est payé 2,50FF au paysan sénégalais, le kg de cannabis 250FF. On constate un énorme développement des marchés locaux (le kg se vend 1000FF à Dakar), avec un personnage clé : le " bouclier ", qui est celui qui connaît les policiers corrompus... Un marché africain interne est en plein développement en Afrique du Sud (50 000 ha de cannabis cultivés), au Botswana, en Angola, au Mozambique. Le rôle économique du paysannat africain s'affirme de plus en plus.

Les drogues de synthèse

Elles ont les mêmes circuits courts en Europe que ceux du dopage. Il ne s'agit donc pas des milieux de la grande criminalité. Cette mode du synthétique se développe aussi dans le Tiers Monde : les groupes criminels diversifient leur production. Les Mexicains ont monté leurs laboratoires au Mexique, mais aussi dans l'Ouest des Etats-Unis. Les rois de l'opium du Triangle d'Or diversifient eux aussi leur production avec les amphétamines. Il faut dire que le produit de base, l'éphédrine, est tirée d'une plante (l'ephedra) qui sert à de nombreux médicaments : sa culture est ainsi protégée par l'armée en Chine ! Une des routes de ces drogues de synthèse est celle qui relie la Chine au Mexique. Les Japonais, traditionnels consommateurs de stimulants, constituent un gros marché qu'approvisionnent la Chine, la Corée du Sud et les Philippines. C'est l'organisation mafieuse et criminelle japonaise des Yakusa qui se charge de distribuer ces drogues de synthèse.

La démultiplication des routes

De nos jours on découvre des lieux de production et/ou de transit à peu près n'importe où. Pour rejoindre la Nouvelle-Calédonie, une route part du Pakistan et passe par l'Europe ! ! !

Une route reliant le Maroc à l'Espagne passe par Dakar au Sénégal !!! A mesure que les contrôles se multiplient, les trafiquants créent de nouvelles routes. Ainsi le haschisch nigérian passe par la Russie. Et sur une même route peuvent passer des armes, de la fausse monnaie, des clandestins, des drogues, etc... Il est dès lors impossible de dresser la carte de toutes les routes mondiales de la drogue. Jacques Chirac l'avait demandée à l'Observatoire géopolitique des drogues, mais ce-dernier a refusé de dresser ce qui ressemblerait à une toile d'araignée inextricable.

Interdire ou dépénaliser ?

L'interdiction s'est mise en place progressivement durant les trente premières années du XX^e siècle, avec les conventions de Shanghai et de La Haye. Les Américains étaient à la tête de la croisade anti-drogue, à cause de leur lobby puritain, mais aussi parce qu'ils n'avaient pas de colonies, donc pas de profits à tirer de la drogue... Alors que les produits n'étaient pas encore interdits, les profits étaient déjà très juteux et les conflits autour de la drogue existaient déjà. Preuve que la légalisation n'est pas la panacée...

La Convention de 1961 dresse la liste des produits interdits, et c'est ainsi que le qat est légal en Angleterre mais pas en Suède, d'où le développement d'une contrebande entre les deux pays en lien avec l'importante communauté yéménite de Suède. En 1971 se tient une autre convention où l'on parle des drogues de synthèse. En 1988 on discute du blanchiment d'argent et la lutte contre les précurseurs chimiques.

Le chiffre d'affaires que procurerait la drogue est évalué entre 300 et 500 milliards de dollars. Attention toutefois, ce chiffre est peu vérifiable donc pas scientifique. Si à l'échelle globale, ce chiffre d'affaires est relativement peu important dans l'ensemble de l'économie mondiale, on peut penser que si ces flux financiers se tarissaient, des économies régionales plongeraient dans une crise durable. Certains Etats des Etats-Unis seraient ainsi très pénalisés si les trafiquants retiraient l'argent qu'ils investissent dans l'économie régionale. Ghilem Fabre a bien analysé dans *Le Bonheur dans le crime* (éditions de l'Aube) le rôle des narco-dollars dans les crises (Mexique, Japon, ...).

L'argent des drogues bénéficie prioritairement aux banques des pays riches.

Si la Colombie gagne 1 à 2 milliards de \$ par an de la drogue, les cartels colombiens gagnent 40 milliards de \$. La différence est placée dans les banques des pays riches. Les banques françaises profitent par exemple de leurs filiales dans les paradis fiscaux (Saint-Martin, Jersey, etc...). On peut donc en déduire non sans cynisme que la dépénalisation diminuerait le profit des trafiquants et donc des banques des pays riches...

L'alcool crée quantitativement plus de problèmes que la prise de drogues illicites.

On dénombre en France 150 000 héroïnomanes problématiques. Ce chiffre est en diminution : les morts annuelles par overdose ne sont plus 600 mais 230 aujourd'hui. Pour comparer, les conséquences de l'alcoolisme sont responsables de 50 000 morts par an et l'on dénombre 1 à 3 millions d'alcooliques problématiques en France. De fait, la mission interministérielle sur les drogues prend aussi en compte le tabac et l'alcool.

Dépénaliser le cannabis ?

La question est la suivante : légaliser permettrait-il de réduire la criminalité ? On compte actuellement en France 6 à 8 millions de consommateurs de cannabis -qui est une drogue bien moins dangereuse que l'alcool (la dépendance à ce-dernier est jugée comparable à celle de l'héroïne). Ces consommateurs se retrouvent en particulier dans les milieux intellectuels, des cadres, etc.

L'argument des prohibitionnistes est de dire qu'on a déjà des problèmes avec l'alcool qui est légal, n'en créons pas d'autres en dépénalisant. Le problème avec les anti-prohibitionnistes cette fois-ci, c'est qu'ils ne donnent aucune estimation chiffrée sur la baisse de la criminalité qui suivrait la légalisation et sur l'essor de la consommation du produit qui ne serait plus pénalisé.

Pensons à Al Capone : à la fin de la prohibition sur l'alcool, il a dû se reconvertir... dans le trafic de drogue justement ! Certes la criminalité autour de l'alcool a diminué après la légalisation, mais l'alcoolisme moyen qui était très bas sous la prohibition a brusquement repris... La position de l'Observatoire Géopolitique des Drogues fut de toujours favoriser le débat. Au sein même de l'OGD, les gens étaient divisés en deux camps : les pères de famille pour la prohibition, les célibataires pour la dépénalisation.

Le point de vue personnel d'Alain Labrousse est que la légalisation ne peut s'accompagner que d'une énorme campagne d'information, de prévention, de soins. Or, il doute que l'Etat s'y engagerait d'autant plus qu'il manque de moyens, d'infirmières, de lits d'hôpital, etc... Certes l'Etat se chargerait de taxer cette consommation. Notons d'ailleurs que Michel Charasse, grand pourfendeur des drogues, a couvert de son autorité la campagne Chevignon pour faire fumer les cigarettes blondes aux jeunes. Alain Labrousse pense que face au nombre de consommateurs de cannabis (8 millions en France), il faut dépénaliser cette drogue. Beaucoup de jeunes ne consommeraient du cannabis que pour braver un interdit. Face à une consommation tellement courante, il faudrait légaliser et dédiaboliser. Alain Labrousse ne fume pas lui-même : il défend son point de vue moins pour des raisons personnelles que par prise en compte de cet état de fait de grande consommation.

Conclusion : les recherches sur les drogues

L'Observatoire Géopolitique des Drogues a disparu. Qu'est-ce qui va le remplacer ? Alain Labrousse plaide pour la constitution d'un réseau des jeunes chercheurs européens travaillant sur le sujet. Mais ces-derniers préfèrent la recherche aux tâches administratives pourtant indispensables pour faire fonctionner toute association...

A lire :

- Alain Labrousse, *L'Atlas mondial des drogues*, PUF, 1996.

Compte-rendu : Olivier Milhaud